

***DECRET n° 2013-483 du 2 juillet 2013 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité technique de négociation de l'accord de partenariat volontaire du Processus d'application des réglementations forestières, Gouvernance et échanges commerciaux entre la République de Côte d'Ivoire et l'Union européenne.***

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur rapport du ministre des Eaux et Forêts,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°65-425 du 20 décembre 1965 portant Code forestier ;

Vu le décret n° 2011-402 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère des Eaux et Forêts, tel que modifié par le décret n° 2012-40 du 20 janvier 2012 ;

Vu le décret n° 2012 - 625 du 6 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;



Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé un comité technique de négociation de l'Accord de partenariat volontaire du Processus d'application des réglementations forestières, Gouvernance et Echanges commerciaux entre la République de Côte d'Ivoire et l'Union européenne, « ci-après désigné le comité technique de négociation ».

Art. 2. — Le comité technique de négociation est placé sous l'autorité du ministre chargé des Eaux et Forêts.

Art. 3. — Le comité technique de négociation assure la préparation et l'animation des sessions techniques de négociation. A ce titre, il est chargé de :

- représenter la partie ivoirienne aux sessions techniques de négociation avec les experts de l'Union européenne ;
- prendre en compte les avis et préoccupations des différents collèges au cours des sessions techniques de négociation avec l'Union européenne ;
- tenir informés les membres des collèges respectifs de l'évolution des négociations.

Art. 4. — Le comité technique de négociation comprend seize membres, à savoir :

- deux représentants du ministère en charge des Eaux et Forêts ;
- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant de l'Assemblée nationale ;
- cinq représentants du collège administration ;
- trois représentants du collège société civile ;
- trois représentants du secteur privé ;
- un représentant de la chefferie traditionnelle.

Art. 5. — Le comité technique de négociation dispose pour son fonctionnement :

- d'un négociateur en chef ;
- d'un point focal national ;
- d'un secrétariat technique permanent.

Art. 6. — Le négociateur en chef préside le comité technique de négociation et est l'interlocuteur principal lors des sessions formelles, à caractère politique, de négociation avec les experts de l'Union européenne.

Art. 7. — Le négociateur en chef coordonne le travail du comité technique de négociation et entérine les décisions techniques qui en sont issues, pour le compte de la République de Côte d'Ivoire.

Art. 8. — Le négociateur en chef exerce ses missions sous l'autorité du ministre chargé des Eaux et Forêts.

Art. 9. — Les missions du négociateur en chef prennent fin à la signature de l'Accord de partenariat volontaire.

Art. 10. — Le point focal national est le coordonnateur des activités relatives au processus d'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux. A ce titre, il anime et coordonne de façon générale toutes les activités liées au processus et de façon spécifique, il :

- apporte l'appui technique et organisationnel nécessaire au processus de négociation et à sa mise en œuvre ;
- maintient le contact avec l'Union européenne et diffuse les informations à toutes les parties prenantes au processus ;
- participe à toutes les réunions liées au processus ;
- assiste les différentes parties prenantes dans leurs activités.

Art. 11. — Le point focal national peut, en cas de besoin, faire appel à toute personne susceptible de l'assister utilement dans ses travaux.

Art. 12. — Les missions du point focal national prennent fin à la signature de l'Accord de partenariat volontaire.

Art. 13. — Le secrétariat du comité technique de négociation est assuré par le secrétariat technique permanent.

- Art. 14. — Le secrétariat technique permanent est composée :
- de quatre représentants du ministère en charge des Eaux et Forêts ;
  - d'un représentant du collège administration ;
  - d'un représentant du secteur privé ;
  - d'un représentant du collège société civile.

Le secrétariat technique permanent est la structure chargée de l'assistance technique nécessaire pour la mise en œuvre du processus en Côte d'Ivoire. En liaison avec le point focal national, le secrétariat technique permanent apporte un appui logistique et organisationnel aux quatre collèges. Il rédige les comptes rendus des rencontres du collège administration et du comité technique de négociation.

Art. 15. — Le comité technique de négociation établit son règlement intérieur.

Art. 16. — Le comité technique de négociation se réunit sur convocation de son président :

- en session d'information et de préparation en vue d'adopter une position commune sur chaque thématique en prélude à chaque session technique de négociation ;
- en session technique de négociation avec les experts de l'Union européenne en vue de s'accorder sur les thématiques à traiter.

Art. 17. — Les frais d'organisation et de tenue des sessions du comité technique de négociation sont à la charge de la République de Côte d'Ivoire.

Art. 18. — Les missions du comité technique de négociation prennent fin à la signature de l'Accord de partenariat volontaire.

Art. 19. — Le ministre des Eaux et Forêts est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Korhogo, le 2 juillet 2013.

Alassane OUATTARA.